

La presse francophone belge confrontée à de graves difficultés

A « L'Avenir », 64 suppressions de postes sur 294, principalement au sein de la rédaction et des services commerciaux, ont été annoncées

BRUXELLES - correspondant

L'ensemble des pages du quotidien belge *L'Avenir*, deuxième titre francophone en audience cumulée (papier, Internet et digital) étaient amputées d'un quart de texte, mercredi 24 octobre. La réponse des journalistes à la direction du groupe wallon, présent également sur le marché français par le biais de parts minoritaires dans *La Provence* et *Nice-Matin*, qui avait annoncé la veille la suppression de 64 postes sur 294, principalement dans les rédactions et les services commerciaux. « *Un quart de notre personnel menacé, un quart de votre journal aussi* », expliquait le message adressé aux lecteurs.

A en croire la direction, le plan qu'elle a élaboré viserait à « *la transformation et à la relance* » du titre, ainsi qu'à faire de *L'Avenir* le premier titre francophone du pays. « *Se redéployer avec trois quarts des effectifs, c'est impossible* », assure Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels.

Les employés, qui ont déposé un préavis de grève et dénoncent « *l'extrême violence* » de leurs dirigeants, opposent l'exigence de qualité assignée au titre et le licenciement de nombreux journalistes. Ils s'interrogent également sur le développement d'une offre numérique performante et leur meilleure implantation dans les villes, autres objectifs fixés par la direction.

C'est surtout la réalisation de synergies entre les pôles médias et télécoms du groupe actionnaire, Nethys, qui, selon le personnel, est à l'ordre du jour. Nethys

(3 000 salariés, pour 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires) est la branche opérationnelle du groupe Publifin. Cette structure de la province de Liège, active dans de nombreux domaines, a été au cœur d'un récent scandale en raison des rémunérations extravagantes qu'elle octroyait à ses dirigeants et administrateurs, des mandataires publics parfois payés alors qu'ils n'assistaient à aucune réunion.

Questions sur le pluralisme

Une commission d'enquête parlementaire a notamment conclu, en 2017, que le groupe était à l'évidence sorti de son périmètre normal d'activité en procédant à des investissements à l'étranger, notamment dans la presse française.

Sous pression du pouvoir régional de Wallonie, Nethys a dès lors évoqué son retrait de *Nice-Matin* – il détient 34 % des parts du titre depuis décembre 2017 et devait en principe monter à 51 % à la fin de cette année. Il possède également 11 % de *La Provence*, où il était également censé accroître sa participation. Un contentieux, aujourd'hui réglé, a toutefois opposé les patrons belges au propriétaire, Bernard Tapie, à propos de la valorisation du titre.

Telco, la branche qui regroupe le câble-opérateur Voo et les médias écrits de Nethys, pourrait être revendue au groupe américano-flamand Telenet. Ce dernier ne s'intéresse cependant pas à la presse. Orange, qui a racheté la marque de téléphonie Mobistar en 2016 et semble désireuse d'étoffer ses contenus, serait en revanche candidat à l'acquisition de l'ensemble.

Le plan annoncé pour *L'Avenir*, que Nethys a acquis en 2013 alors

que le groupe était bénéficiaire depuis sept ans, pourrait, selon d'autres sources, faire intervenir encore un autre partenaire : le groupe Rossel, détenteur du *Soir*, du groupe de quotidiens régionaux Sud Presse et de *La Voix du Nord*. C'est sur ses rotatives que sera imprimé *L'Avenir* avec, à la clé, un changement de format dont ne voulaient ni les journalistes ni des lecteurs consultés par sondage.

Ce rapprochement technique représente-t-il le premier pas vers un rachat par Rossel, avec lequel avaient déjà été conclus des accords publicitaires ? Jos Donvil, le directeur des Editions de *L'Avenir*, affirme que son titre n'est pas à vendre. L'intégration du quotidien wallon dans le groupe des éditeurs soulèverait en tout cas certaines questions quant au pluralisme en vigueur dans le paysage francophone.

Il reste que celui-ci traverse une crise grave, avec des audiences qui chutent brutalement : – 6,9 % en moyenne, l'an dernier, avec – 8 % pour *L'Avenir*, – 12,1 % pour *Le Soir* et – 22,9 % pour *La Libre Belgique*. Un seul titre, le quotidien économique *L'Echo*, a progressé (+ 17,3 %), avec 84 000 lecteurs.

A l'annonce du plan de licenciements à *L'Avenir*, le ministre régional des médias, Jean-Claude Marcourt (PS), s'est dit « *très triste et préoccupé* ». Il invite le secteur à repenser son modèle et évoque un éventuel soutien public, « *comme au Canada* ». En 2017, le Parlement régional avait évoqué une sortie du groupe de presse de l'orbite Nethys, avec un portage temporaire par la région. Le projet ne s'est pas concrétisé. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS